



L'été de Marianne idées

Les plus grands défis du XXI^e siècle 7/7

L'ALTERNATIVE A NEOLIBERALISM

Renverser la loi de la jungle

PAR PAUL JORION



hannah

L'anthropologue Paul Jorion a été l'un des premiers commentateurs économiques à prédire le mégakrach de 2008. Logique. Depuis trois décennies, cet homme n'est jamais là où on l'attend. En 1981, professeur à Cambridge, Jorion invente le fameux « p-graphe » qui permet de mettre au point un algorithme adapté à l'analyse automatique des réseaux, et plus spécialement des généalogies. En 1997, il s'installe aux Etats-Unis, et devient trader et analyste financier. En 2004, son pronostic sur la crise à venir du capitalisme, *la Crise du capitalisme américain*, lui vaudra une célébrité quasi planétaire. Depuis, l'anthropologue et économiste est devenu un intervenant recherché, dont les avis sont dûment commentés et les ouvrages, attendus. Il était donc l'interlocuteur indiqué pour tracer pour nous les contours de l'alternative au néolibéralisme. ■

Bio express

1946 : naissance en Belgique.
1981 : enseignant à Cambridge. Invente le « p-graphe ».
1997 : il s'installe aux Etats-Unis et travaille dans les milieux financiers.
2004 : rédige « *la Crise du capitalisme américain* », finalement publié en France en 2007, par Alain Caillé, aux éditions La Découverte, sous le titre « *Vers la crise du capitalisme américain ?* »
2010 : publiera « *le Prix* », à paraître le 2 septembre prochain aux éditions du Croquant.

Marianne : Deux ans après le début de la grande crise, une question agite tous les acteurs politiques et économiques européens : peut-on encore moraliser le capitalisme ?

Paul Jorion : Je ne le crois pas. Car, à partir du moment où l'éthique est introduite dans le capitalisme, on obtient un autre système que le capitalisme. Depuis que le capitalisme existe, de nombreuses crises auraient dû constituer des occasions de tout remettre à plat. Mais, manifestement, l'animal résiste à toutes les tentatives d'instaurer de l'éthique. La logique sous-jacente au capitalisme échappe à ce que l'anthropologue Johann Friedrich Blumenbach a appelé le processus d'autodomestication de l'espèce. Avec, comme conséquence, une disparition partielle de l'agressivité, par l'invention d'institutions nous permettant de domestiquer nos pulsions les plus dangereuses. L'élaboration de la notion de démocratie depuis l'Antiquité grecque fut l'occasion d'un apaisement progressif de l'agressivité par l'autodomestication de l'espèce.

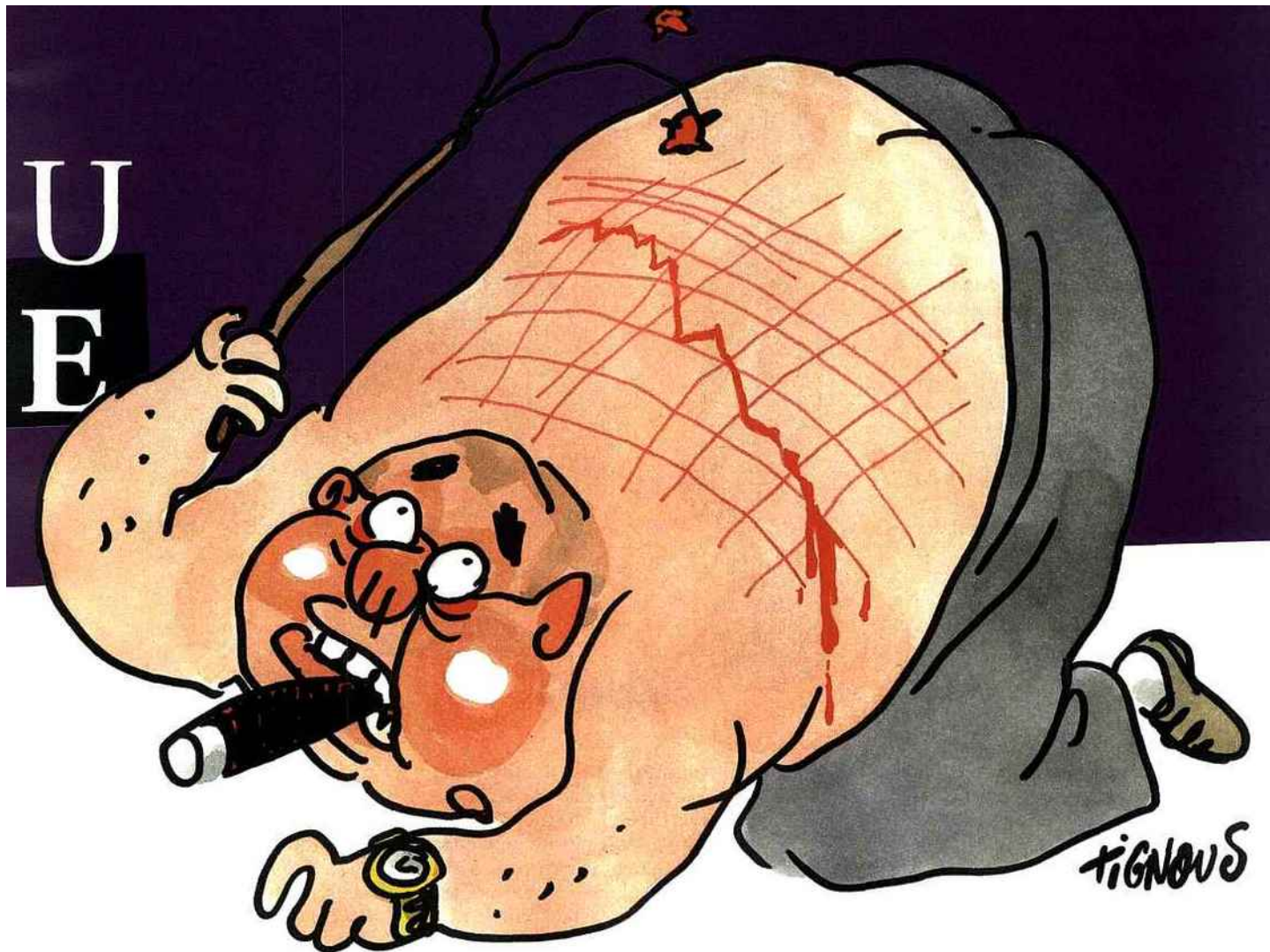
C'est ce que Norbert Elias a appelé la « *civilisation des mœurs* »

P.J. : Oui, absolument. Mais ce processus d'autodomestication de l'espèce a laissé de côté les domaines de l'économie et de la finance. L'économie et la finance ont été abandonnées dans une zone extérieure à cet autoendiguement de l'agressivité par l'humanité. Il y a bien eu des tentatives. Par exemple, pendant la Révolution française, avec les Jacobins. Le philosophe marxiste Slavoj Žižek a rassemblé une série de discours de Robespierre

dans lesquels transparaît la volonté de l'« *Incorruptible* » de mettre l'accent sur la contradiction entre le citoyen et le bourgeois (en fait, le propriétaire). Robespierre insistait sur le fait que, dans sa quête de pouvoir, le bourgeois aspire à être citoyen dans le cadre

On ne peut moraliser le capitalisme car, à partir du moment où l'éthique y est introduite, on obtient un autre système.

du triptyque républicain liberté, égalité, fraternité et, parallèlement, il cherche à faire valoir ses droits de propriétaire dans un cadre conceptuel qui est étranger à ces valeurs. Pour expliquer, voire justifier cette extraterritorialité éthique de l'écono-



mie, certains philosophes et certains théoriciens ont prétendu que l'économie était le domaine par excellence de l'amoralité. On a donc admis que, dans nos sociétés, des principes destructeurs de la vie sociale soient tolérés dans la vie économique, dont on considère qu'elle est régie par la loi de la jungle. Malgré les catastrophes que l'on sait, en 1929 comme aujourd'hui, cette tolérance demeure de façon tout aussi patente.

Vous mettez en cause l'autonomisation de la sphère économique. Depuis deux ans, la moralisation du capitalisme s'est-elle imposée comme un impératif ?

P.J. : Par bien des aspects, la crise de 2008-2010 diffère considérablement de celle de 1929. Les mécanismes de

la crise actuelle n'ont été opaques pour personne. Le public, par la télévision, les journaux, les blogs, a reçu une foule d'informations en temps réel : il a suivi en direct l'effondrement des *subprimes* et du secteur bancaire, et le sauvetage concerté de ce dernier. La vraie origine de la crise, c'est que l'augmentation des salaires n'a pas suivi celle de la courbe de la productivité, ce qui a conduit à l'endettement massif des ménages et a engendré la création de bulles ultraspéculatives.

La décantation intellectuelle qui permettrait la rupture avec les cadres mentaux du néolibéralisme, d'où la voyez-vous venir ?

P.J. : Elle se manifeste notamment par le poids accru des candidats

« populistes » lors des élections primaires aux Etats-Unis. En Europe, la décantation intellectuelle se produit sur une scène moins politique qu'idéologique, au travers du succès remporté par les idées de ceux que vous appelez, dans les colonnes de *Marianne* (1), les « prophètes du désastre », et parmi lesquels vous avez eu la gentillesse de me compter. L'audience intellectuelle et médiatique dont nous bénéficions désormais prouve que les esprits sont en train d'évoluer. Quand, en Allemagne, le Parti social-démocrate arrive à imposer à Mme Merkel une interdiction des ventes à découvert à nu (2), on a la preuve que nos idées de réforme sont écoutées – et, qui plus est, relayées. Et que les rares réformes concrètes allant dans le sens d'une politique antiséculative sont entendues. ➤

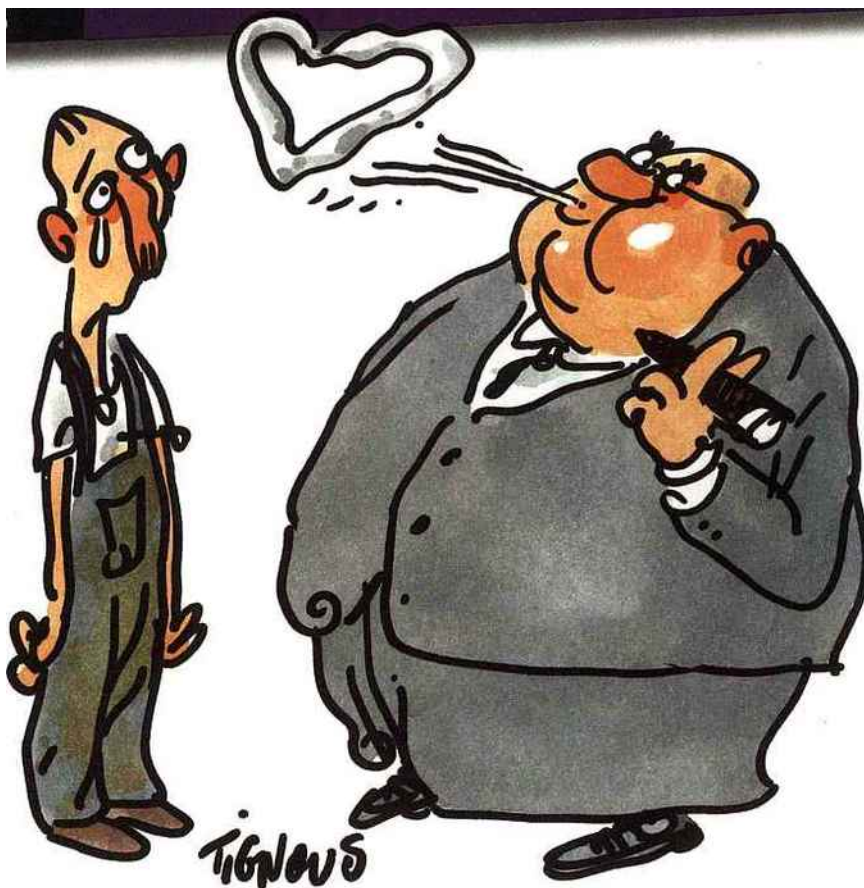
➤ Certains grands spéculateurs, tels Warren Buffett ou George Soros, œuvrant au cœur du processus de concentration du capital, tiennent un discours engagé à connotation citoyenne. N'est-ce pas la preuve qu'ils ont conscience d'être la proie d'une contradiction insoluble ?

P.J. : Une compréhension exacte de la situation n'est pas hors de portée de la plupart de ces décideurs. Il leur reste, toutefois, à proposer des solutions concrètes, qui ne sauraient se réduire à changer la manière dont on enseigne les sciences économiques dans les universités. George Soros doit pouvoir expliquer comment le problème de concentration de la richesse va pouvoir être réglé. Même s'il se déclare, aujourd'hui, hostile au capitalisme financier, il fait quand même partie des « grands ennemis du peuple », qui ont utilisé tous les outils de l'offensive de la spéculation pour abattre des Etats.

La moralisation du capitalisme peut-elle se borner à une limitation du capitalisme financier ?

P.J. : La domestication, en tout cas, ne peut pas se faire en accord avec les financiers. S'adresser aux grands spéculateurs pour leur demander de « moraliser le système » relève de la pure illusion. C'est la raison pour laquelle je prône des mesures au plus haut niveau, consistant à déclarer anticonstitutionnel le pari sur les fluctuations de prix. La clause que je propose, et qui tient en une seule phrase, est limpide. On dit qu'elle est impossible à mettre en œuvre, mais elle est déjà inscrite dans les textes où est mise en place une fiscalité plus lourde sur les échanges spéculatifs, pour ceux qui se servent des marchés comme d'un site de paris financiers, et moins élevée sur les investissements réels.

Certes, mais toute l'alternative au néolibéralisme est-elle contenue dans une telle mesure ? N'a-t-on pas plutôt besoin de revoir de fond en comble le paradigme actuel de notre économie, celui d'un mouvement permanent, sans trêve et sans but, très bien



résumé par Karl Polanyi dans la Grande Transformation ?

P.J. : L'idée de ma proposition, c'est qu'une seule phrase peut changer entièrement la nature du système. Si l'on applique cette mesure, le capitalisme dans son ensemble n'existe plus. A la différence des projets en cours d'application. Regardez comme la plupart des acteurs de la finance,

aux Etats-Unis, sont profondément indifférents aux projets qui ont été élaborés ces derniers mois. Ils ne doutent pas un seul instant qu'ils auront toute licence pour contourner facilement cette législation. Tout ce qui est proposé dans cet arsenal juridique est

à côté de la plaque et totalement en deçà des enjeux. A l'inverse, Angela Merkel, après avoir pris ses mesures antiséculaires, s'est attirée une volée de bois vert des milieux financiers. Preuve qu'il s'agissait là de tout sauf d'une initiative « cosmétique » !

Ce que suggère a contrario cette mesure, c'est que le capitalisme ne serait devenu immoral qu'à proportion de sa financiarisation. Et la tendance à l'accumulation ?

P.J. : Marx a sans doute annoncé l'effondrement du capitalisme, mais le fait que nous assistons aujourd'hui à un tel effondrement ne valide pas a posteriori son analyse. Ainsi, Marx supposait que le capitalisme mourrait d'une baisse tendancielle du profit ; or, ce qui l'aura tué, c'est, à l'inverse, un gonflement obscène du profit dont l'essentiel réside dans une confiscation des gains de productivité par les actionnaires et les dirigeants d'entreprise, dont les intérêts ont été alignés grâce à la pratique des stock-options. N'oublions pas non plus que le capital n'existe pas « en soi », comme l'imaginait Marx. Il n'y a pas d'extraterritorialité morale dans le domaine du politique, contrairement à ce qui se passe dans l'économie, et dans la finance en particulier. Il ne serait pas acceptable en politique qu'un politicien ose affirmer : « L'éthique ne doit pas déterminer ce que je peux faire ou ne pas faire. » Une affirmation qu'on tolère, et

Il faut prôner des mesures au plus haut niveau et déclarer anticonstitutionnel le pari sur les fluctuations de prix.

même qu'on encourage, de la part du financier, puisque, selon lui, le comportement rationnel en économie ne relève pas de l'éthique. Vous faites allusion au processus par lequel, au cours du développement de la modernité, les féodalités ont été renversées, induisant un glissement par lequel la bourgeoisie a tenté d'occuper la place de ses anciens maîtres : d'où l'actuelle « reféodalisation » du capitalisme. Les capitalistes se sont donc efforcés de recréer, autour d'eux, une néoféodalité. Dans le système libéral qui s'est mis en place au tournant du XVIII^e siècle, les travailleurs, qui étaient à l'intérieur de ce processus, ont bénéficié de l'augmentation des gains de productivité. Mais, à partir du moment où, au tournant des années 50, on a fait miroiter le remplacement du personnel par des robots, avec plus de loisir à la clé pour tous, un engrenage s'est enclenché dont nous payons actuellement le prix. Certes, en l'espace de cinquante ans, les gains de productivité ont bien décollé. A ceci près qu'ils n'ont nullement été partagés entre tous les travailleurs, remplacés peu à peu partiellement par des robots. Ils ont été accaparés par les actionnaires et les dirigeants des entreprises, au détriment des travailleurs.

Oui, mais en quoi cette révolution managériale a-t-elle compromis le capitalisme comme tel ? N'est-elle pas surtout le corollaire de la financiarisation ?

P.J. : Paradoxalement, parler de « révolution managériale » revient à minimiser l'impact de cette évolution. Or, ces changements sont fondamentaux : ce sont eux qui ont permis la « reféodalisation » du capitalisme que nous évoquons. Marx envisageait les travailleurs – qu'il appelait « prolétariat » – comme simples « facteurs de production » plutôt que comme partie prenante authentique dans la redistribution de la plus-value. C'était une erreur à l'époque où il écrivait mais, ironie du sort, c'est devenu vrai à partir du milieu des années 70.

Le libéralisme cherche à réduire l'impact de l'Etat. L'ultralibéralisme, persuadé de détenir le chiffre du meilleur des mondes, a multiplié les dérégulations, de façon aussi aveu-

Dernier ouvrage paru :

Comment la vérité et la réalité furent inventées, de Paul Jorion, Gallimard, 384 p., 26 €.

Jusque-là, il était le mystérieux blogueur qui avait prêté, avec une poignée d'autres (Cassandre, le mégakrach de 2008. Avec cet essai ambitieux, paru fin 2009, Paul Jorion est revenu à ses premières amours : l'anthropologie des savoirs, apprise dans le voisinage de Claude Lévi-Strauss. Il y propose un exercice de décentrement radical par rapport à nos habitudes de pensée.

gle qu'irraisonnée. Or, la nocivité de ces dérégulations n'est apparue qu'en différé. Et n'a suscité, dans le meilleur des cas, que très peu de remises en cause de leurs paradigmes intellectuels par les néolibéraux. Certains continuent même à prétendre que le système explose parce que l'influence de l'Etat n'a pas été assez battue en brèche.

Suffirait-il, pour changer de monde, d'interdire les ventes à découvert à nu ?

Ne doit-on pas plutôt imaginer une alternative globale ?

P.J. : Il y a deux malentendus. Le premier, c'est que je ne propose pas une mesure unique, mais une série de mesures. On aura compris que l'interdiction des stock-options fait partie de cette série de mesures. On aura compris aussi que les gains de productivité doivent, selon moi, revenir à la communauté plutôt que d'être confisqués par les actionnaires et les dirigeants d'entreprise. Il faut, de manière générale, que l'imposition se concentre sur les revenus du capital (les intérêts, les gains spéculatifs) et épargne les

revenus obtenus par le travail, et cela pour encourager la richesse, qui peut être mobilisée comme avances, à se trouver là où elle est indispensable plutôt que là où elle est vaine. Ainsi, chez Quesnay ou Cantillon, le capital est considéré comme une série d'avances faites soit pour produire, soit pour consommer. Mais, si, pour ce qui est entrepris, on a besoin d'avances, le processus se grippe. Il va de soi que, si la

richesse se trouve là où elle est nécessaire, c'est le concept même de capital qui s'évanouit : on assiste alors à cette « euthanasie des rentiers » que Keynes appelait de ses vœux.

En quoi consiste le deuxième malentendu ?

P.J. : Le deuxième malentendu, c'est que, quand j'ai applaudi à l'interdiction en Allemagne des positions nues dans les ventes à découvert, l'attention a été attirée sur une mesure que je suis seul jusqu'ici à prôner : l'interdiction des paris sur les fluctuations de prix, dont les positions nues dans les ventes à découvert constituent un cas particulier. Ce que je dis – et c'est sans doute là que réside le malentendu –, c'est que la mise en vigueur d'une telle prohibition mettrait fin au capitalisme et nous ferait passer à un système économique d'une autre nature. La raison en est que la finance verrait son rôle limité à ses fonctions positives : l'intermédiation et l'assurance, sa fonction nocive : la spéculation, représentant environ 80 % de l'activité financière, étant éliminée. Mais la disparition du capitalisme n'est pas pour moi une fin en soi, et c'est pourquoi l'interdiction des paris sur les fluctuations de prix doit être complétée par d'autres mesures pour qu'émerge à la place du capitalisme un système économique différent, viable, celui-ci, dans un monde où le comportement spontanément « colonisateur » de l'espèce humaine aura été apprivoisé. ■ **Propos recueillis par Alexis Lacroix et Hervé Nathan**

(1) *Marianne* n° 598 du 4 octobre 2008

(2) Vente à découvert réalisée alors que l'investisseur ne détient même pas la valeur sous forme d'emprunt.

Avant la moralisation du capitalisme



Après.

